

contre le fait que Radio-Canada a consacré hier soir beaucoup de temps, au cours d'une émission télévisée en couleur, à cinq Vietnamiens à qui le ministre venait à peine d'interdire l'accès au Canada parce qu'ils voulaient faire de la propagande sur des circuits fermés de télévision à l'intention d'auditeurs canadiens et américains?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Non, monsieur l'Orateur. En fait, je n'étais pas au courant de l'incident. Cependant, il ne me semble pas que cela relève de ma compétence ou aille à l'encontre de l'un quelconque de mes actes.

* * *

LE BIEN-ÊTRE

LA CRÉATION D'UN FONDS D'URGENCE BASÉ SUR LE REVENU MOYEN ET LE TAUX DE CHÔMAGE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Puisque la conférence fédérale-provinciale sur le bien-être n'a abouti à aucune décision et que d'autres devront avoir lieu, le ministre dira-t-il à la Chambre s'il envisage de mettre à la disposition des provinces un fonds de secours d'urgence, basé sur le revenu par tête d'habitant et les taux de chômage, comme l'ont recommandé les provinces de l'Atlantique?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Sans être d'accord avec le principe posé initialement par le député, monsieur l'Orateur, je suis certain qu'étant originaire de Terre-Neuve, il sait que les provinces atlantiques ont soumis au gouvernement fédéral une proposition tendant à modifier la formule de partage des frais aux termes du régime d'assistance publique du Canada. Les collègues du député, comme lui de Terre-Neuve, qui assistaient à la conférence, savent que le gouvernement fédéral s'occupe actuellement d'étudier une formule.

M. Marshall: Le ministre veut-il nous dire comment il compte régler la crise qui sévit actuellement dans les provinces et les municipalités du fait que leurs budgets de bien-être sont grevés? En outre, comment compte-t-il satisfaire aux besoins urgents de ceux qui souffrent tant physiquement que mentalement en ce moment même?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je crois qu'il s'agit d'une question très vaste qui devrait faire l'objet d'une déclaration à l'appel des motions.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE AU RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'ai une question supplémentaire. Comme ce problème existe à l'échelle du pays, le ministre peut-il dire s'il fera savoir bientôt si le gouvernement est disposé à augmenter le pourcentage qu'il verse aux termes du régime d'assistance publique du Canada?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur l'Orateur. Je ne

puis préciser quand il y aura une déclaration à cet effet, si déclaration il y a. Le député sait que le Livre blanc de la sécurité de revenu a relevé environ 14 secteurs qui feront l'objet d'une révision. On continuera à s'entretenir avec les provinces pour voir si on peut en arriver à l'unanimité. Entre-temps, les provinces sont libres de changer leurs priorités pour régler ce problème et bénéficier d'une participation égale afin d'améliorer cette situation.

DEMANDE DE DÉPÔT DES MÉMOIRES ET DES RAPPORTS PRÉSENTÉS À LA CONFÉRENCE

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Le ministre serait-il disposé à déposer les mémoires que les ministres du Bien-être des diverses provinces ont présentés, ainsi que les rapports des comités d'étude du gouvernement fédéral, qui ont été déposés à la conférence fédérale-provinciale?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Comme le député devrait le savoir, deux rapports de comités d'étude ont été, effectivement, déposés et rendus publics vendredi dernier. L'autre n'est pas encore terminé.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ESSAIS NUCLÉAIRES SOUS-TERRAINS SUR L'ÎLE AMCHITKA—LES INSTANCES AUPRÈS DES É.-U.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme les propositions budgétaires du président Nixon confirment maintenant que les États-Unis ont la ferme intention de poursuivre les essais nucléaires sous-terrains sur l'île Amchitka, le Canada envisage-t-il de faire d'autres instances auprès des États-Unis sur le maintien de ce programme et, si oui, quelle en sera la nature?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Nous avons maintenant reçu des rapports scientifiques sur ces opérations et nous les étudions. Nous n'avons pas encore décidé s'il y a lieu ou non de présenter d'autres instances.

M. l'Orateur: La parole est au député de Surrey.

M. Mather: Monsieur l'Orateur...

M. Forrestall: Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: La présidence ayant déjà donné la parole au député de Surrey, il serait peut-être plus facile de le laisser poser sa question. Je reviendrai plus tard au député de Dartmouth-Halifax-Est.

[Plus tard]

M. Forrestall: Avons-nous obtenu les renseignements scientifiques à l'étude avant que les États-Unis s'engagent fermement à procéder à de nouveaux essais? Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures connaît, bien